

Publié le 18 février 2016

Que peut-on encore sauver en Syrie ?

Depuis bientôt 5 ans que le conflit syrien a éclaté, près de 11,5 % de la population syrienne auraient été blessés ou tués. Le chiffre d'au moins 250 000 morts est un des rares et tristes consensus qui puissent être trouvés sur la crise. Entre six et huit millions de personnes ont dû fuir leur maison pour tenter de s'abriter ailleurs en Syrie et plus de quatre millions de Syriens se sont réfugiés hors de leur pays selon le HCR. 13,5 millions de syriens, soit plus des deux tiers de la population d'un pays qui comptait 22,5 millions d'habitants au début du conflit, auraient besoin de toute urgence d'aide humanitaire. Un récent rapport de la Banque mondiale (février 2016) évalue à 35 milliards de dollars les dommages matériels et pertes économiques pour la Syrie et ses pays frontaliers.

Le caractère spectaculaire de ces chiffres peine toutefois encore à rendre compte de l'ampleur des séquelles psychologiques, sociales et politiques que ce pays devrait surmonter s'il survivait jusqu'à la paix, tant ce conflit est d'une violence rare. Dès les prémices de la crise, la première vague de répression en mars 2011 était étonnamment disproportionnée au regard de la forme politique et relativement pacifique des premières manifestations. Toutes les façons de mourir ne se valent en effet pas, et la violence symbolique des exécutions, des tortures et des humiliations qui touchent bien au-delà du quantifiable l'ensemble des parties du conflit ajoutent à l'horreur de la crise et éloignent d'autant les perspectives d'une issue au conflit. Au-delà des dommages physiques et matériels, la population, entre le marteau du régime syrien et l'enclume de Daech, est prise dans l'étau de la peur entre les décapitations de Daech, les Scud et les bombes à fragmentation de l'armée syrienne, les campagnes aériennes menées par la coalition anti-Daech, les puissances occidentales et la Russie.

La population, exsangue, largement prête depuis 2013 sans doute à sacrifier ses illusions démocratiques de 2011, court se réfugier auprès des plus offrants, en termes de sécurité, tout en sachant que les protecteurs d'aujourd'hui sont les bourreaux d'hier et peut-être ceux de demain. Mais trop nombreux sont ceux qui ont franchi le point de non-retour et savent que la mort, la fuite ou la victoire improbable sont la seule issue que le conflit leur laisse. Les puissances mondiales et régionales, dans l'incendie généralisé, achèvent de mettre de l'huile sur un feu que personne ne semble plus vraiment vouloir maîtriser, tant la paix semble impensable, chacun étant trop occupé à sauver les meubles calcinés de ses petits intérêts particuliers.

Les statistiques et intérêts particuliers ainsi que les discours idéologiques ou partisans associés à ces derniers ne nous permettent plus de mesurer l'ampleur de la

**Impossible de penser la Syrie
hors de récits partisans,
confessionnels ou diplomatiques**

catastrophe humanitaire et la nécessité absolue de continuer à chercher les plus petits dénominateurs communs sur la base desquels un bien (ou un moindre mal) commun aurait quelque chance de l'emporter sur la spirale des violences. Il n'est presque plus possible dans ces conditions de penser la Syrie hors des légendes construites par des intérêts locaux particuliers et contradictoires, hors des récits communautaires et confessionnels ou des « narratives » diplomatiques qui président aux négociations déconnectées d'un pays réel au nom duquel plus personne ne peut légitimement s'exprimer. Il est clair que quiconque prétend vouloir parler au nom de la population syrienne s'exprime souvent en réalité bien plus aujourd'hui, consciemment ou non, au nom des seuls intérêts de sa communauté. Le penseur libanais Ahmad Beydoun avait, en 1984, pointé les lignes de fractures de la société libanaise en guerre sur la base des différentes perceptions de l'histoire pluriséculaire du pays selon les communautés qui le composent. On retrouve aujourd'hui en Syrie des mythologies irréconciliables du même ordre qui nient toute possibilité d'une histoire commune, préalable à un avenir commun.

Qui d'autre, hors de Syrie, peut alors prétendre comprendre et penser la situation alors que les dynamiques du terrain échappent largement aux capteurs endommagés des services de renseignement et des chancelleries diplomatiques – majoritairement évacuées et fermées en Syrie entre 2011 et 2012 et gesticulant bon an mal an depuis les pays frontaliers – ? Alors que les journalistes dépendent structurellement de communautés, de réseaux ou de fixeurs qui n'échappent pas aux clivages locaux ? Les lignes de front s'y sont tellement multipliées (avec près de 170 groupements de combattants répertoriés), et tant de villes sont sous le siège, qu'à moins de ne se déplacer que sur les fiefs de courants de l'insurrection alliés entre eux ou sur le seul territoire contrôlé par le régime syrien ou ses affidés du Hezbollah ou Pasdaran, la liberté de circuler y est complètement entravée. Aujourd'hui, près de 500 000 personnes vivent en état de siège, pour la moitié du fait du régime, à peu près autant du fait de Daech, et près de 20 000 du fait d'autres insurgés.

Aucune issue heureuse au conflit, c'est-à-dire satisfaisante pour l'ensemble des parties et surtout pérenne, ne semble envisageable dans ce contexte. Chacun se demande alors ce qu'il peut encore sauver et la paix ne figure malheureusement pas forcément dans les objectifs de ces opérations de sauvetage.

Le terrain échappe aux capteurs endommagés du renseignement et de la diplomatie

Nous autres, en tant qu'Occidentaux, Français, voire en tant que chrétiens, qui observons de loin la crise, sommes également interpellés, interrogés par la situation d'une façon bien particulière. Que voulons-nous sauver ? Que pouvons-nous encore sauver ? Et de quels moyens disposons-nous réellement pour agir ? Quelle place et quel crédit accorder à l'action diplomatique ? Quelles options militaires ? Quelles actions au travers de l'Église ou d'associations humanitaires ? De manière plus générale, quelle part d'indifférence devons-nous concéder au cynisme au nom du pragmatisme ? Quelles empathies devons-nous privilégier ? Les seuls chrétiens d'Orient au risque d'une réduction de la fraternité dans le Christ à une solidarité confessionnelle, identitaire et exclusive ? Les insurgés « modérés », ou non-djihadistes, principalement sunnites, au nom d'une idée peut-être un peu idéaliste de la démocratie ? La stabilité d'une seule partie de la Syrie – la plus grande « Syrie utile »

possible – au risque de consacrer des logiques de sécession ou de partition territoriale dont on ne mesure que bien mal l'onde de choc sur une région où la sismicité des territoires se révèle parfaitement incontrôlable ? La stabilisation du territoire syrien et des équilibres régionaux dans leur ensemble ?

Ces questions doivent s'inscrire dans la réalité et doivent prendre en compte tant le passif de cinq années de conflit que les dynamiques en cours, sur le terrain syrien comme dans les enceintes internationales, du moins celles que nous pouvons en percevoir aujourd'hui.

Pour ce qui est du passif, on ne s'attardera pas sur trois ans (mars 2011 – juin 2014) de menaces d'intervention proférées à l'encontre de Bachar el-Assad par les puissances occidentales, États-Unis et France en tête, menaces en réalité doublées d'un attentisme pusillanime, sous couvert de prudence et de réalisme politique. Les insurgés «

La France n'avait aucun moyen de tenir toute seule des engagements qu'elle avait pris avec les États-Unis

modérés » que les États-Unis et la France étaient censés soutenir ont pu douloureusement constater à leur détriment l'ampleur du décalage entre le discours de fermeté et la réalité des engagements pris. La principale responsabilité des puissances occidentales n'est probablement pas dans le fait d'avoir armé ou fabriqué Daech de toute pièce comme le répète à l'envie la propagande russe, iranienne ou pro-régime, mais bien de n'avoir pas su tenir ses promesses à l'égard des composantes les plus fréquentables de la rébellion. La spectaculaire reculade de François Hollande en août 2013, lorsque l'usage d'armes chimiques par le régime à l'encontre de sa population était avéré dans la Ghouta, témoignait de ce que la France n'avait aucun moyen de tenir seule ses engagements, tandis que les États-Unis poursuivaient une ligne politique de désengagement et de refus de la confrontation dans la région. Ce désaveu faisant perdre tout crédit au soutien occidental, c'est sans surprise que la moisson de Daech, créé à l'été suivant, fut abondante auprès de populations insurgées désormais conscientes que le régime el-Assad ne leur offrait que la torture ou la mort et que l'Occident ne leur garantissait, si ce n'est quelques armes livrées au compte-goutte, que de vaines paroles pour seule protection.

L'émergence de Daech à l'été 2014, quoique largement suscité par el-Assad, a consacré le recul des positions diplomatiques occidentales sur le terrain syrien, laissant les puissances régionales sunnites s'emparer seules, un peu à tort et à travers, de la problématique syrienne avec pour principal moteur la lutte contre l'influence iranienne en terre arabe et une pointe d'amertume à l'égard de leur ancien allié américain, dont les gesticulations et les condamnations personnelles de Bachar el-Assad ne dupait plus personne sur leur volonté prioritaire de rapprochement avec l'Iran.

Le recul américain, l'incapacité de la France à tenir seule ses promesses, les luttes internes à l'opposition modérée, trop diverse pour parler d'une seule voix et trop faible et mal armée pour être efficace sur le front, ont fait basculer la situation en faveur du régime dans le courant d'une année 2015 marquée par des attentats spectaculaires revendiqués par Daech (7 janvier suivi du 13 novembre) et une crise migratoire sans précédent pour l'Europe (contrainte d'accueillir malgré elle

et en pleine crise économique un million des quelque 4,6 millions de Syriens cherchant refuge hors de leur pays).

L'équation syrienne, désormais de plus en plus souvent réduite en Occident à « un el-Assad est préférable à un Abu Bakr al-Baghdadi (Calife autoproclamé de Daech) », rend plus crédible que jamais l'option préférentielle russe pour un maintien au pouvoir de leur allié de longue date, Bachar el-Assad, option inchangée depuis 2011 et visant à la défense de ses intérêts bien compris (excellente coopération avec les services de renseignements du régime, préservation de leur base militaire de Tartous garantie par l'armée syrienne, maintien des bonnes relations d'armement avec le régime alaouite, préservation de l'influence iranienne au détriment des régimes sunnites trop liés aux intérêts économiques et stratégiques américains, crainte d'un retour des djihadistes tchétchènes aguerris en Syrie sur le territoire russe, etc.).

Désormais implicitement déliée de toute obligation de justifier son soutien à une des dictatures les plus féroces et meurtrières au monde, la Russie, voyant l'armée de son protégé à bout de souffle, a engagé une opération de soutien massif à l'armée syrienne en septembre 2015, sous une vague justification de lutte contre Daech. La coalition anti-Daech, impliquant en première ligne les puissances occidentales appuyées par les pays du Golfe et libérant le régime de tout effort sur le front de l'Est, a permis à el-Assad, grâce au rideau de frappes russes (25% des frappes russes seulement viseraient les positions de Daech), à l'appui au sol d'officiers de commandement et d'instructeurs russes, des troupes d'élite du Hezbollah, des Pasdarans, des milices chiites étrangères (afghanes, azéries, pakistanaïses et irakiennes) et de quelques groupements de défense locaux pro-régimes, des avancées spectaculaires sur les territoires tenus par les insurgés les plus modérés.

Dans ce contexte, au matin du 11 février, à l'issue d'une longue nuit de négociations à Munich, les États-Unis et la Russie annonçaient, en conclusion de la réunion du Groupe international de soutien pour la Syrie (le GISS inclut les membres du P5, l'Iran, et les puissances sunnites régionales), la conclusion d'un accord en vue d'une « cessation des hostilités » à l'horizon d'une semaine et un accès accru « immédiat » de l'aide humanitaire sur le terrain syrien.

Toutes les parties s'accordent à y voir un accord paradoxal et fragile voire illusoire mais tout signe d'espoir semble bon à prendre, à en croire les négociateurs, tant la catastrophe syrienne semble désormais hors de contrôle.

De fait, cet accord pourrait bien rester sans effet.

D'abord car le fait d'avoir, fait exceptionnel, décidé un renforcement immédiat de l'aide

L'équation syrienne réduite à « un el-Assad est préférable à un Abu Bakr al-Baghdadi », rend plus crédible l'option russe

Si les puissances sunnites sont accusées de laxisme envers l'islamisme, seuls 25% des frappes russes ciblent Daech

humanitaire sans s'être assuré d'aucune trêve préalable, empêche de concrètement garantir les conditions de base requises à l'acheminement de cette aide.

Ensuite car les Russes ont par cet accord implicitement obtenu carte blanche pour poursuivre, pendant une semaine encore et sans faiblir leur offensive, et d'en récolter les fruits au profit exclusif de Bachar el-Assad et de l'Iran, au risque de changer assez la donne sur le terrain pour ne permettre à aucun protagoniste de se sentir lié par l'accord. C'est en raison du lancement de cette offensive conjointe de Moscou et de l'armée syrienne que les négociations entre le régime et l'opposition de Vienne avaient dû s'interrompre le 3 février dernier.

Enfin car la cessation des hostilités ne concerne ni Daech ni le Jabhat al Nosra. Or, si Daech est, d'un point de vue idéologique et opérationnel, bien identifié, le Jabhat al Nosrah, héritier d'Al Qaïda en Syrie, renvoie à une constellation de sous-groupes djihadistes dont les contours ne connaissent pas une définition identique selon Moscou, Téhéran, Riyadh, Ankara, ou Washington. Dès lors, puisque le régime syrien, Moscou et Téhéran tendent à assimiler tous leurs opposants armés ou non à des émanations de Daech et de Jabhat al Nosrah, on peut douter de ce que la cessation des hostilités soit respectée par quiconque.

Cet accord de Munich présenté comme un compromis entre les soutiens au régime de Bachar et les soutiens à l'insurrection entre Russes et Américains n'est donc pas le fruit d'un équilibre des forces mais bel et bien un aveu d'impuissance ou d'inconsistance occidentale dans leur soutien à une option alternative à al Assad et offre un blanc-seing à Moscou pour poursuivre la reprise d'Alep.

Rendre les chrétiens complices des crimes d'el-Assad n'est peut-être pas la meilleure garantie pour leur survie dans la région

Si certaines populations, au-delà de la seule communauté alaouite, dont nombre de chrétiens et même quelques sunnites s'accommoderaient sans doute d'une reprise de contrôle du territoire par el-Assad pourvu que le calme y revienne, ce calcul pourrait être court-termiste.

La reconquête actuelle par le régime de villes stratégiques – Cheikh Meskin et la très symbolique Deraa au Sud, bientôt vraisemblablement Alep au Nord alors que son siège pourrait toucher à sa fin – n'offre d'une part aucune base saine pour la paix et par ailleurs aucune garantie durable de protection pour les chrétiens de Syrie, et d'autre part constitue sans doute une menace pour les chrétiens des pays sunnites de la région¹. Ces avancées importantes du régime sur le terrain ne garantissent en effet ni l'extension du contrôle effectif du régime sur l'ensemble du territoire à moyen terme, ni même la sécurité sur les territoires reconquis.

Le régime mène grâce à un rideau de bombes russes une véritable politique de la terre brûlée

Ces « victoires » constatées au Nord comme au Sud sont bel et bien une catastrophe humanitaire et une bombe à retardement. Le régime et ses alliés n'ont pas les moyens de conquérir les cœurs de ces

1

zones acquises aux rebelles, n'obtiennent de redditions qu'en vertu de la peur des dommages causés auprès des populations civiles par les bombardements russes, et appliquent systématiquement la politique de la terre brûlée, à commencer par la destruction des infrastructures civiles. Les vagues de réfugiés affluent à la frontière turque où sont aujourd'hui bloqués 50 000 Syriens à la suite de la bataille d'Alep. Si la Russie s'accommode volontiers de vagues d'immigration vers l'Europe occidentale, surtout si elle peut déstabiliser au passage la Turquie avec laquelle les relations sont plus tendues que jamais, on peut douter de l'intérêt de l'Europe et de la France à voir cette stratégie porter des fruits si amers.

Ce ne sont pas Daech que ces gens fuient mais bien la guerre, quels qu'en soient les auteurs, et en l'occurrence celle que mène le régime el-Assad, qu'on le préfère à Daech ou non, reste impitoyable, arbitraire et ne laisse aucune place à la négociation. Avec 75 % de sunnites largement "salafisés", humiliés et radicalisés par cinq ans de répression sans pareille, on peut aisément prédire que toute paix obtenue à ce prix et sans négociations de fond avec les forces d'opposition sur le terrain et dans les enceintes internationales serait sans doute bien fragile et ne pourrait sans doute tenir que sur la base d'un nouveau régime de terreur.

On peut bien affirmer par « pragmatisme » que les « victoires » du régime sont source d'espoir pour les chrétiens d'Orient. On peut pourtant légitimement s'interroger sur le prix à payer pour ce regain d'espoir. Si sauver les chrétiens consiste à les rendre complices du bourreau d'un peuple, on peut douter de leur popularité et de leur pérennité dans le monde arabe. On peut ensuite douter que ce soutien au régime puisse par ailleurs leur apporter aucune garantie contre l'arbitraire d'un pouvoir, qui, quoique fort, n'a aucune raison de se montrer constant à leur égard, s'il devait à plus long terme parier sur d'autres forces pour survivre.

Il est un peu vain de penser que la France puisse sauver la face par quelques nouvelles rodomontades ou déclarations belliqueuse contre Bachar el-Assad. Mais, après que sa parole sur la crise syrienne fut si profondément discréditée, après que sa souveraineté d'action fut si violemment niée à chaque fois que les États-Unis, coûteux amis de toujours, eurent cent fois trahi la ligne communément définie, il importe que la France puisse avoir une parole ajustée et responsable ainsi qu'une action conforme à sa stature réelle, quelque humiliante que soit la réalité d'une stature bien moindre que par le passé.

Cette parole ajustée et responsable que pourrait délivrer la France consisterait à ne pas promettre des choses qu'elle n'est pas en mesure d'offrir.

Comme la France a « trahi » jadis les chrétiens du Liban, la diplomatie française a trahi l'opposition modérée au régime. Non pas qu'elle a jamais cessé de soutenir les insurgés de l'armée syrienne libre ou de la coalition nationale syrienne, mais qu'elle leur a laissé entendre qu'elle les amènerait à la victoire et

Après avoir jadis trahi les chrétiens du Liban, la France a trahi les sunnites modérés de Syrie

Replacer les forces locales et les franges "fréquentables" de l'insurrection au cœur de la solution politique

ainsi encouragés à franchir très tôt un point de non-retour à l'égard d'un régime dont elle ne pouvait *in fine* pas les protéger.

Cette action conforme à sa stature réelle pourrait être de poursuivre les frappes contre Daech, sans doute, mais surtout de concentrer son action sur une meilleure intégration aux négociations intersyriennes des insurgés et rebelles les plus « fréquentables » qu'elle connaît désormais bien après cinq ans de collaborations intenses. Ces efforts, quelque'insensés et vains qu'ils puissent paraître au regard du recul de leur influence sur le terrain militaire, ont donné à la France une connaissance rare de ceux qui peuvent porter une alternative à la Syrie de Daech et des Assad. Une meilleure intégration aux négociations intersyriennes de cette frange largement sunnite est une nécessité absolue mais demande sans doute à la France de privilégier une position ferme à l'égard des États-Unis, trop pusillanimes sur la scène moyen-orientale, et de la Russie, trop radicalement engagée aux côtés du seul régime, plutôt que des promesses et des déclarations d'intention sans effets adressées aux groupes qu'elle croit porteurs d'avenir pour la Syrie.

Pour que les négociations intersyriennes reprennent, des conditions préalables sont bel et bien nécessaires, n'en déplaise à Moscou, à l'Iran et à Damas : l'arrêt des bombardements, la levée des sièges et la libération des prisonniers. Commençons par cela. La question de la transition et du rôle de Bachar el-Assad pourra, ensuite seulement, n'en déplaise aux insurgés et aux pays sunnites du Golfe, être discuté, pourvu que l'on parvienne avant tout à amener le plus grand nombre de parties syriennes autour de la table.

Alexis Créac'h

Retrouvez cet article sur notre [site](#)